

Environ 120 manifestant·es se sont réuni·es jeudi en fin de journée jeudi pour dénoncer les mesures d'économies prévues dans l'enseignement supérieur

# L'austérité dans la formation huée

LAURA MORALES VEGA

**Manifestation** ► Pour clôturer la semaine d'action contre l'austérité organisée dans les universités et les Hautes écoles du pays, les collectifs étudiants et les syndicats ont lancé un appel à prendre la rue à Genève. Le rendez-vous était donné jeudi en fin d'après-midi devant le bâtiment d'Uni-Mail pour un rassemblement «contre les coupes [et en défense] des études supérieures». Environ 120 personnes se sont réunies au son des discours animés, dont celui de Marion Bouffier, de l'association représentant le corps intermédiaire de l'université. «Une société qui maltraite son enseignement se sabote elle-même», a-t-elle tonné, mettant en garde contre une précarisation des employé·es dans la recherche et la perte de compétitivité à l'international, en plus d'une dégradation de la qualité des enseignements.

Le message des manifestant·es est clair et se veut entendu jusqu'à Berne. Alors que l'augmentation des taxes d'études instaurée lors de la rentrée 2025 dans les hautes écoles – de 40% pour les étudiant·es suisses et de 110% pour les étudiant·es étrangères – sont toujours décriées, il en est désormais de même pour les mesures prévues dans le programme d'allègement budgétaire 2027 de la Confédération, rédigé par le Conseil fédéral et actuellement en discussion au parlement. Le document table sur des économies de 460 millions en lien avec l'enseignement supérieur. Les Chambres se sont montrées plus généreuses que les Sept Sages et proposent désormais des coupes réduites, mais pas de quoi apaiser Geneviève Preti, du Cartel intersyndical du personnel de la fonction publique, et des milieux subventionnés. Elle invite à «se battre pied à pied» contre l'austérité. Florine et Annie ont fait le déplacement



Le cortège s'est rendu en vieille-ville, en passant non loin du bâtiment du DIP, avant de marquer une halte devant les bureaux du PLR. JEAN-MICHEL ETCHEMAÏTÉ

ment depuis Lausanne. Membre de l'association de la Grève féministe Unil-EPFL, elles insistent: «Attaquer les universités, c'est attaquer le savoir critique, l'émancipation intellectuelle et la capacité de la société de penser, questionner et résister!»

## Initiative sur les jobs d'été décriée

Des décisions politiques cantonales sont également visées par la colère des manifestant·es. Le cortège s'est rendu en vieille-ville, en passant non loin du bâtiment du Département de l'instruction publique (DIP), avant de marquer

une halte devant les bureaux du PLR, sur le boulevard Jacques-Dalcroze. «Le parti de Karine Keller-Suter, ministre fédérale des Finances, de Nathalie Fontanet, son homologue dans le canton de Genève, et d'Anne Hiltbold, conseillère d'état chargée du DIP», ne manque pas de rappeler au micro Mathilde Mottet, secrétaire syndicale du SSP et ancienne coprésidente des Femmes socialistes. Et de souligner l'excédent de 50 millions de francs établi dans une première version des comptes cantonaux, alors qu'un déficit de 256 millions était prévu. En décembre, la majorité de droite du Grand

Conseil a voté une réduction de 2 millions de francs par an de la subvention à la HES-SO Genève, soit une baisse de 6 millions sur trois ans. La mesure avait été proposée par le Département de l'instruction publique (DIP) lors du renouvellement du contrat de prestations. Elle fait l'objet d'un référendum.

## Votation dimanche

Lorenzo, chercheur en sciences sociales à l'Unige, s'adresse aux manifestant·es tandis qu'aucun mouvement n'est aperçu derrière les rideaux blancs du siège libéral-radical. «Lorsque les élus votent des coupes, ce ne sont pas seule-



«Une société qui maltraite son enseignement se sabote elle-même»

Marion Bouffier

ment des croix sur des feuilles, s'indigne-t-il. Ce sont des emplois perdus dans la recherche et des étudiants qui triment dans des postes précaires afin de payer des taxes d'études qui augmentent.» Des huées dans la foule. Tous et toutes ont également en tête la votation prévue ce dimanche sur l'abaissement du salaire minimum pour les jobs d'été. L'initiative vise pour ce type de postes une rémunération à 75% de la valeur prévue par la loi. «Une mesure totalement déconnectée de la réalité» pour Coralie, étudiante en arts visuels au sein de la Haute école d'art et design de Genève (HEAD), qui défile en brandissant une pancarte à l'inscription «Financez nos classes, pas vos avions de chasse».

Concernant les mesures d'austérité, les syndicats de la fonction publique convient les manifestant·es à une assemblée le jeudi 12 mars au Palladium, en amont du nouveau projet de budget cantonal qui doit être déposé. Puis ce sera à nouveau l'heure de manifester, le 19 mars, dans le parc des Chaumettes, devant les HUG. 1